

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

EN BREF

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE GUYANE

UNE ANNÉE MARQUÉE PAR UNE MOBILISATION CITOYENNE ET SOCIO-PROFESSIONNELLE DE GRANDE AMPLIEUR

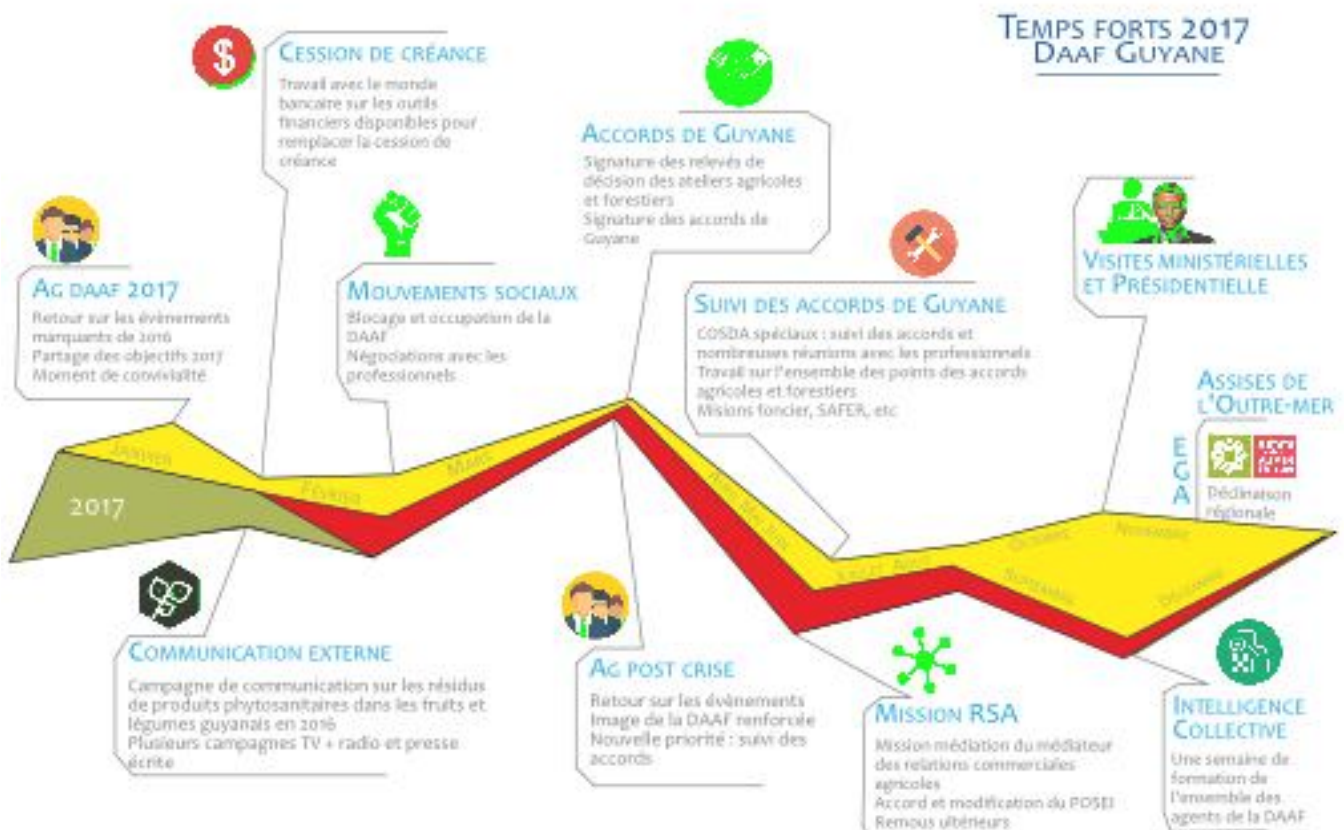


La Guyane a connu en 2017 un mouvement social d'une ampleur sans précédent sur le territoire. Le blocage sur près de cinq semaines des principaux axes routiers, l'étendue de la mobilisation et l'implication très large de la société civile et des socioprofessionnels dans un même élan ont fait de ces événements d'avril 2017 un fait historique remarquable dans l'histoire des mouvements sociaux guyanais. Les premières analyses de cette mobilisation «explosive», font état de plusieurs déclencheurs. Au-delà des évidentes implications politiques, ce sont essentiellement les immenses défis que doit relever ce territoire en matière d'économie et d'aménagement du territoire qui sont généralement mis en avant. La Guyane est en effet un territoire en plein essor, d'un grand dynamisme, s'étendant sur une surface immense aux riches perspectives de développement. Cependant plusieurs faiblesses circonstancielles freinent cet élan et ont été au cœur des revendications des collectifs. La Guyane apparaît ainsi à un carrefour stratégique de son développement et son dynamisme économique et son bouillonnement démographique se heurtent de plein fouet à des difficultés structurelles qui ralentissent drastiquement le décollage économique du territoire. C'est cette prise de conscience qui a en partie nourrie les revendications du collectif «Pou Lagwiyan dékolé» et des socioprofessionnels agricoles et forestiers.

Dès le début du mouvement l'Agence de service et de paiement (ASP), qui partage les locaux avec la DAAF Guyane, a été occupée par les professionnels agricoles, puis très vite la DAAF dans son ensemble lors de l'extension du mouvement et des blocages routiers. L'organisation des négociations de la direction de la DAAF avec les professionnels pour aboutir à la signature des relevés de décision agricoles et forestiers, entérinés dans les accords de Guyane, a donc eu lieu dans un contexte de crise majeure (blocage des agents et des ressources, forte pression). Malgré les difficultés rencontrées et les tensions parfois très fortes, l'action de la DAAF et sa réactivité en période exceptionnelle, a été saluée par l'ensemble des professionnels. C'est donc avec une image et un crédit de la DAAF renforcés qu'a pu être abordée la période intense de suivi des engagements des accords de Guyane, ce qui a contribué grandement malgré les difficultés à la constructivité des débats ultérieurs.

2017

UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LA GUYANE



2017 en chiffres

35 millions €

de fonds annuels disponibles pour accompagner le développement agricole et forestier (1/3 Etat - 2/3 Europe)

436 dossiers

de demandes d'aides agricoles ou forestières instruites

2150 hectares

de foncier de l'Etat attribués à des agriculteurs pour développer leurs projets

120 000

relevés de prix agricoles effectués sur les marchés



Instruction par la DAAF des dossiers d'aides directes européennes aux agriculteurs, notamment ADMCA, PPR, ICHN, PAB,...

0,1 millions €



1,7 millions €



5,7 millions €



POSEI

Instruction par la DAAF des dossiers de primes européennes venant compenser les spécificités de l'agriculture guyanaise via le programme POSEI



FEADER

Instruction par la DAAF des dossiers de primes européennes dans le cadre du FEADER (modernisation agricole, dotation jeune agriculteur, aménagements agricoles et forestiers)

Disponible annuel



15,4 millions €



5,6 millions €



Subvention de fonctionnement des établissements d'enseignement agricole et salaires du personnel de l'enseignement agricole public et privé



5,2 millions €



Moyens alloués à la sécurité sanitaire de l'alimentation et autres aides au monde agricole (subvention PAI, observatoires, ...)



1,5 millions €



172 contrôles de restaurants, cuisines collectives et établissements agro-alimentaires



865 contrôles à l'importation dont 13 concernant les importations illégales sur le territoire

CONTRÔLES

28 PROCÈS-VERBAUX

4 FERMETURES

1,3 T DE PRODUITS ILLÉGAUX SAISIS



79 contrôles d'élevages



59 contrôles "pesticides" avec 32 analyses de plus de 200 résidus

ORGANISATION DES EGA/AOM



L'organisation des EGA a été pilotée en mode projet par la direction et l'équipe projet de la DAAF avec une implication forte des professionnels agricoles. Le dispositif a été adapté aux questions spécifiques guyanaises. Il a été fait le choix de méthodes d'animation innovantes (backcasting, ateliers créatifs).

Au final ces ateliers très riches ayant réuni plus de 100 participants ont permis la déclinaison d'un plan d'action institutionnel post EGA fixant 7 priorités (fiches action) qui ont été remontées au niveau national dans le cadre des assises de l'Outre-mer pour la rédaction du livre bleu des Outre-mer.

En parallèle des EGA, plusieurs événements structurants ont été organisés en 2017 : le carrefour international de l'innovation agricole de Guyane (CIAG) et un séminaire international sur les plantes alimentaires non conventionnelles d'amazone (séminaire PANCS).

CESSION DE CRÉANCE

Suite à l'arrêt des cessions de créance consécutif à un contrôle C3OP, un important travail a été conduit avec les banques pour essayer de trouver des outils alternatifs. Ce travail, malgré le retour à l'utilisation des cessions de créance, a permis de faire un bilan précis des difficultés d'accès des agriculteurs aux systèmes de financement.

SUIVI DES ACCORDS DE GUYANE



Le suivi des accords a été érigé en priorité N° 1 de la DAAF. Un travail en lien étroit avec le MAA, le MOM et le préfet a été conduit pour l'ensemble des mesures nécessitant des aménagements d'ampleur ou des financements spécifiques. Parallèlement la DAAF s'est fortement investie sur l'organisation de missions (FEADER, SAFER,...) et sur le traitement pratique de certains enjeux proprement locaux : travail d'inventaire et d'attribution foncière sur la zone d'Iracoubo, suivi du mode opératoire prévu pour la commune de Macouria, suivi renforcé des dossiers PDRG,...

Plusieurs séances du Comité d'orientation stratégique de développement agricole (COSDA) ont été dédiées au suivi des accords et plusieurs ateliers de suivi des accords agricoles et forestiers ont été organisés. La DAAF a ainsi participé à de nombreuses instances de suivi et réunions sur les divers points des accords dont une grande partie ont bien avancé malgré certains points importants encore en instance.

MISSION DU MÉDIATEUR DES RELATIONS COMMERCIALES



Suite à la proposition de la DAAF aux professionnels une mission du médiateur des relations commerciales agricoles a été organisée en Guyane afin de trouver un accord sur la question du régime spécifique d'approvisionnement (RSA) permettant la reprise de fabrication des aliments locaux. Malgré les difficultés et des remous ultérieurs, cette mission a permis l'obtention d'un consensus et la proposition d'une modification du POSEI qui doit permettre la reprise de la fabrication d'aliments du bétail en Guyane cette année.



UNE DÉMARCHE INNOVANTE VIA UNE EXPÉRIENCE MARQUANTE "D'INTELLIGENCE COLLECTIVE"

Considérant à la fois les événements marquants de l'année 2017 en Guyane et les bons retours des enquêtes sur le dialogue social et l'ambiance de travail à la DAAF, la direction a pensé que la structure était mûre pour démarrer une initiative permettant de renforcer l'esprit d'équipe et l'envie d'entreprendre et de travailler dans la joie. Celle-ci s'est structurée autour d'un projet de "formation action" à l'intelligence collective.

- Ce projet de "formation-action" a été financé grâce à la réponse à l'appel à projets du fonds de modernisation et de réforme (FMR) lancé par le bureau du pilotage des projets de modernisation du ministère,
- L'intervention sur place des consultants retenus a permis l'organisation d'un forum ouvert sur 2 jours avec la participation de l'ensemble des agents et d'une formation à l'intelligence collective ouverte à tous,
- Les agents ont été sensibilisés à l'identification des "états crash" (fermeture aux autres, peur du changement, lassitude...) et à la facilitation de l'émergence des "états coach" (flexibilité, écoute, lâcher-prise...) afin de développer une collaboration pro-active et les phénomènes de synergie,
- Le travail collectif mené pendant cette semaine originale a permis de dégager 35 propositions synthétisées en 13 priorités d'actions. Sept sont d'ores et déjà en plein chantier,
- En première évaluation, l'expérience a obtenu 82% de retours positifs de la part des agents.

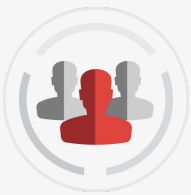


UNE COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE RENFORCÉE

Malgré l'absence d'un chargé de communication en 2017, agent qui devrait être recruté en 2018, la communication tant interne qu'externe a été renforcée.

Comm interne : alimentation régulière de l'intranet et circulation des informations du réseau des communicants du Ministère, Organisation de rencontres «30 minutes pour comprendre» permettant à un agent de la DAAF de présenter de manière simple un sujet transversal d'actualité ou mal connu à l'ensemble de ses collègues, par exemple en 2017 : les «pesticides» et leurs contrôles, la bioéconomie et la filière biomasse en guyane, la transition écologique et solidaire,...

Comm externe : La DAAF est un partenaire incontournable des médias locaux et est très fréquemment sollicitée pour des interventions télévisées et radio significatives (émission d'1h ou JT local) par exemple en 2017 : Campagne Accord sur le RSA, Paiement des primes aux agriculteurs, Résidus de produits phytosanitaires, les risques biologiques dans les aliments, importations de produits végétaux et animaux depuis les pays voisins, risques chimiques dans les aliments,... La communication externe passe également par la construction du site internet de la DAAF, sur lequel un gros travail a été conduit et qui devrait être mis en ligne très prochainement.



UNE ÉQUIPE PROJET AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

L'équipe projet est le fruit d'une initiative ambitieuse et originale de la direction pour faire émerger et accompagner le développement de projets structurants pour le territoire guyanais.

- Cette équipe est composée de 5 volontaires du service civique (VSC) appuyés par des référents/animateurs par thématique,
- Elle a permis de réaliser un diagnostic territorial, d'organiser la déclinaison régionale des états généraux de l'alimentation (EGA) mais surtout de travailler sur des projets concrets en favorisant par ses méthodes de travail innovantes, toujours en mode projet, l'émergence de propositions originales.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

